



AVANT-PROPOS

LA PLACE DU MARCHÉ

LAURENT FABIUS*

L'économie est-elle une science, un art ou un métier ? Sans doute, chacun des trois et les trois à la fois. C'est là l'origine de sa complexité, donc de la difficulté à la maîtriser. Or son rôle ne cesse de croître. Par l'entreprise ou dans l'université, rivale ou soubassement de la culture et du droit, elle est assurément un des piliers de la future société de la connaissance et du savoir, le champ d'activité d'une humanité mondialisée. Ce sont des faits.

Face à elle, le vieil Etat colbertiste qui avait accompagné l'ascension des « trente glorieuses » et subi la crise, ne peut pas rester immobile. Il doit évoluer en se réformant : devenir moderne en demeurant juste, trouver de nouveaux ressorts, de nouveaux engagements dans une culture d'équilibres, d'arbitrages et de régulations. Il lui faut mieux satisfaire aux exigences de responsabilité et d'efficacité, de citoyenneté et de proximité qui fondent aujourd'hui la démocratie contemporaine. L'intérêt général ne peut pas être renvoyé à la périphérie. Pour tous, d'abord pour les plus faibles et les plus démunis, mais pas uniquement, l'impuissance publique serait un déni. C'est un constat.

Dans cette marche en avant, il faut des repères, il faut des débats. Allier la rigueur intellectuelle et la pertinence technique, c'est la méthode de la *Revue d'économie financière*. Croiser les points de vue, confronter les contributions, jauger des propositions, c'est sa manière d'aider à la réflexion. Sa dernière livraison en est une illustration. Pas d'économie sans marchés et pas de marchés sans places financières, mais comment mesurer la réussite de ces dernières ? Leur création, leur existence, leurs développements relèvent de mécanismes subtils. Capacité d'épargne, possibilité de lever des capitaux, dynamisme d'un pays, ce sont les fondamentaux sur lesquels se construit leur succès. Deux conditions pour assurer celui-ci. L'une qui amène l'Etat à susciter cet environnement favorable sans lequel la croissance et la confiance ne se retrouvent pas. C'est le travail que mène actuellement le Gouvernement à travers ces trois priorités que sont le retour vers le plein emploi, la baisse des impôts, la réduction du déficit et de la dette. L'autre qui implique la transparence, la sécurité et la protection des transactions, des épargnants et des marchés, la formation des acteurs, la modernisation et l'adaptation des

* Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

outils mis à leur disposition. Ces nécessités sont devenues des lois. C'est ainsi que la création l'emporte sur l'imitation. C'est ainsi que l'on conserve un rang et une force d'attraction.

C'est aussi un travail que la Place de Paris, forte de son capital humain, de sa maîtrise des NTIC, de sa dimension européenne et de l'appui constant de l'administration, accomplit pour s'intégrer harmonieusement dans un contexte international fait tout à la fois de coopération et de compétition. Ce chemin est étroit. Une tension existe entre des places désormais soumises à un double mouvement de délocalisation rendue technologiquement possible et de concentration souhaitée pour les industries financières. Pourquoi le nier ? Le progrès implique l'excellence. Il faut faire la course en tête.

Paris doit être au rendez-vous. La création d'Euronext est une étape, la fusion avec Amsterdam et Bruxelles un premier acquis. Il faut aller plus loin. Les Bourses étaient autrefois des institutions immuables. Elles sont devenues des entreprises de services et des fournisseurs de prestations notamment informatiques. Modes de compensations, rapprochements industriels et systèmes de règlement se diversifient ou s'amplifient. Pour accompagner ce mouvement, il faut une stratégie, il faut une ambition. En Europe, pour la France, au moment où d'aucuns s'interrogent sur la force de la monnaie unique, même s'il y a désormais autant d'obligations libellées en euro qu'en dollar, même si l'on a oublié ce que serait, sans l'euro, les divergences, les ajustements brutaux ou les dévaluations entre Etats européens, une réalité s'impose : le grand marché de l'euro demeure au cœur des stratégies concurrentielles et attire déjà jusqu'aux bourses extra-européennes. Il faut en tirer parti. C'est une analyse que, en l'assortissant de propositions de progrès, de modernisations et de nouvelles régulations entre partenaires, nous développerons tout au long de la présidence de l'Union européenne lorsque nous l'exercerons à partir du 1^{er} juillet prochain.

Au-delà de ces enjeux essentiels, une place financière, c'est d'abord une communauté d'activités et métiers, l'alliance d'individus et d'une collectivité, de femmes et d'hommes au service non seulement d'un marché, d'une part significative dans la valeur ajoutée ou de mécanismes financiers, mais du rayonnement d'une économie et de la prospérité d'un pays. Elle soutient la croissance. Elle consolide les entreprises. Elle finance l'investissement et la consommation. Elle permet l'innovation. Elle travaille donc de multiples façons à cette priorité des priorités qu'est l'emploi. Rien ne sert d'opposer les uns aux autres, la création de richesses et la solidarité, l'envie d'entreprendre et la réduction des inégalités. Mieux vaut réconcilier. C'est le sens de l'efficacité.